

Date de la convocation	6 octobre 2025
Membres en exercice	182
Présents	62
Représentés	46

CONSEIL SYNDICAL – Extrait du procès-verbal de la séance du 16 octobre 2025

n°D20251016 - 07

Objet : Débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que le débat d'orientation budgétaire constitue une étape obligatoire de la procédure budgétaire, préalable au vote du budget primitif ;

Considérant que le rapport des orientations budgétaires pour l'exercice 2026 a été communiqué aux membres du Conseil syndical et qu'il a donné lieu à un débat, conformément aux dispositions en vigueur ;

Vu le rapport et sur la proposition du Rapporteur,

Décide

Article unique : de donner acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire de Réseau31 pour l'exercice 2026, tel que présenté en séance.

Résultat du vote	Pour	108	Abstention	0
	Contre	0	Ne prend pas part au vote	0

Sébastien VINCINI
Président



Annexe(s) : 1



DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026

Annexe au rapport présenté au Conseil syndical du 16 octobre 2025

Le débat d'orientation budgétaire pour l'année 2026 est l'occasion de déterminer les principaux éléments du projet de budget de l'année à venir, sans toutefois préfigurer le budget lui-même. Il s'agit d'évoquer les données majeures qui influenceront sur les inscriptions ou l'équilibrage du budget, tant au niveau national que local, mais aussi les projets en cours et ceux à venir.

Le débat d'orientation budgétaire constitue une formalité obligatoire dans le cycle budgétaire de Réseau31. Il représente une opportunité essentielle afin de discuter des principales orientations de l'année à venir, dans le contexte contraignant du passé, mais aussi en se projetant dans le cadre pluriannuel de l'avenir.

Contexte national :

L'instabilité gouvernementale ne favorise pas l'anticipation des efforts qui seront demandés aux collectivités. L'augmentation de la CNRACL aura un impact plus fort qu'en 2027.

De 2002 à 2021, l'inflation n'a dépassé le seuil de 2,0 %, en moyenne sur une année, qu'à quatre reprises (2003, 2004, 2008 et 2011), avec des causes extérieures en général bien identifiées, telles que les variations des conditions climatiques (produits alimentaires frais, en 2003, 2004 et 2008), l'environnement géopolitique (produits pétroliers, en 2008 et 2011) ou des décisions de santé publique (tabac). Par ailleurs, l'inflation a quasiment stagné en 2009, 2015 et 2016, avec à chaque fois un effet prépondérant du repli des cours internationaux de matières premières, notamment du pétrole.

L'inflation sous-jacente sur un an s'établit à +1,2 % en août 2025, après +1,5 % en juillet.

L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) augmente de 0,5 % sur un mois, après +0,3 % en juillet. Sur un an, il augmente de 0,8 %, après +0,9 % en juillet.

Afin d'avoir une visibilité sur son prix d'achat d'électricité et de profiter d'un contexte favorable, la collectivité a passé un marché cadre de fourniture d'électricité pour 2026-2028. Ce nouveau marché implique une augmentation de tarif contenue à 3% comparé à 2025, et ce malgré l'arrêt du tarif fortement aidé dit de l'ARENH au 1^{er} janvier 2026.

La réforme du fonctionnement des Agences de l'Eau, aura un fort impact sur l'utilisateur. Les modalités des redevances ont fait l'objet d'une refonte et ce point fera l'objet d'une présentation au moment du vote des tarifs.

Depuis 2022, une réflexion a été engagée avec l'ensemble des équipes de Réseau31 afin de prévoir des investissements pour diminuer globalement nos consommations (autoconsommation, réflexion sur les modes opératoires actuels, ...). Les investissements nécessaires seront inscrits sur le budget 2026 afin d'en avoir les effets sur les budgets suivants.

L'augmentation des tarifs aux usagers et au bordereau des prix sera calculée au plus près de chaque budget afin de maintenir les travaux d'investissements tels que prévus dans les Programmes Pluriannuels d'Investissement. Ces tarifs seront débattus dans le cadre de ce DOB, en prenant en compte la prospective financière et les investissements à réaliser, mais également les prévisions d'inflation.

Le débat d'orientation budgétaire pour l'année 2026 se présente en deux parties, la première qui concerne la stabilisation des budgets de fonctionnement pour permettre le maintien des investissements, ces derniers étant abordés en seconde partie.

Envoyé en préfecture le 17/10/2025

Reçu en préfecture le 17/10/2025

Publié le 17/10/2025

ID : 031-200023596-20251016-CS20251016_07-BF



1. STABILISATION DES BUDGETS DE FONCTIONNEMENT

La convergence vers les tarifs uniques de l'eau et de l'assainissement collectif est le point central de 2022 suite à la démarche initiée en 2017. Ce travail permet d'amortir les hausses de frais communs et de frais liés au fonctionnement des ouvrages, tels que l'électricité et les produits de traitement eau et assainissement en faisant jouer la solidarité entre les usagers de Réseau31. Les années 2023 et 2024 ont connu des tensions budgétaires, notamment sur les dépenses de fonctionnement avec l'électricité, les carburants et les produits de traitement. Toutefois, les projets de modernisation se poursuivent avec le déploiement de la mensualisation des factures, la poursuite du développement de nos outils numériques, la formation et la qualification du personnel pour maintenir les ouvrages aux normes.

En matière de Ressources Humaines, la masse salariale est contenue. A l'occasion de chaque adhésion, l'équilibre entre recrutement, redéploiement et modification des fiches de poste est systématiquement étudié. En 2024, il a été mis en place le doublement de postes pour permettre aux agents qui partent en retraite de transmettre leurs connaissances dans de bonnes conditions et une enveloppe similaire sera prévue pour 2026. Le dossier GPEEC se poursuit afin d'avoir une réflexion globale sur l'évolution de la masse salariale.

Le rattrapage des amortissements est désormais à jour, il y aura l'intégration des nouveaux adhérents qu'il faudra traiter au jour le jour.

La modification du fonctionnement de l'Agence de l'Eau Adour Garonne est effective depuis 2025. Toutefois, les taux seront modifiés en fonction des résultats saisis dans Sispea. Ces nouvelles règles vont avoir un impact, non seulement sur notre fonctionnement, mais également sur l'abonné.

Les éléments de dette sont présentés de manière détaillée.

A. Ressources humaines : vers une démarche plus stratégique et qualitative.

Les effectifs (au 01/09/2025)

	Total
Fonctionnaires Titulaires et Stagiaires	358
Agents contractuels	25
Apprentis	2
Total	385

Réseau31 compte 385 agents permanents avec 76% d'agents issus de la filière technique. L'effectif global tend à se stabiliser au fil des années, à périmètre et champ de compétences égaux.

La masse salariale du 012

	BP 2019	BP 2020	BP 2021	BP 2022	BP 2023	BP 2024	BP 2025	BP 2026
Masse salariale	15.8 M€	16.9 M€	17.5 M€	18.0 M€	19.2 M€	20.0 M€	20.4 M€	20.7 M€

La masse salariale reste contenue, étant donné le contexte global et les mesures décidées au sein de la collectivité.

Le BP2026 devra notamment être adapté en faveur de certains éléments :

- La révision du RIFSEEP qui interviendra au 1er janvier 2026. Cette réévaluation vise à corriger les écarts constatés à la suite de la mise en œuvre initiale du dispositif en 2021. L'objectif est de réajuster les montants alloués afin de mieux reconnaître l'engagement et l'évolution des missions.
- Le déploiement d'un accompagnement individualisé des agents dans la gestion de leur parcours professionnel. Cela inclut notamment un appui au recours au CPF, à la VAE et à d'autres dispositifs de formation continue. L'objectif est de favoriser la montée en compétences ainsi que la mobilité.
- L'accueil de trois apprentis et d'étudiants stagiaires permettant de contribuer à l'insertion professionnelle des jeunes au sein des collectivités territoriales.
- La création de nouvelles actions de formations à la sécurité (travail en hauteur, blindage...) visant à renforcer la prévention des accidents, à garantir la conformité réglementaire et à sécuriser les interventions des agents sur le terrain, en particulier ceux des services techniques.
- L'augmentation progressive du taux de contribution employeur à la CNRACL de 3 points par an sur quatre ans,
- La poursuite des actions déjà engagées en 2025, notamment :
 - o Les mesures en faveur de la qualité de vie au travail : formations de premiers secours en santé mentale et proposition d'un accompagnement psychologique aux agents qui en ressentent le besoin pour une problématique personnelle et/ou professionnelle,
 - o La poursuite de la démarche de Gestion Prévisionnelle des Emplois, des Effectifs et des Compétences (GPEEC) avec pour finalité de définir une politique pluriannuelle de gestion des ressources humaines en optimisant les effectifs en fonction des compétences détenues par les agents,
 - o L'augmentation de la participation de la collectivité en faveur de l'Amicale du personnel permettant le financement de moments de convivialité, des prestations financières et des loisirs pour tous.

B. Les indicateurs financiers

Les indicateurs de ratios de désendettement ne peuvent être regardés comme pour les communes ou intercommunalités au regard d'une strate démographique. Le ratio de désendettement s'appréhende au niveau des durées d'amortissement des biens. Ici la durée d'amortissement est de 60 ans que ce soit pour les ouvrages ou pour les réseaux.

Ici la capacité de désendettement concerne la clôture de l'exercice 2024 :

Budget Principal CA 2024		EAU POTABLE CA 2024		ASSAINISSEMENT CA 2024	
Epargne brute :	Epargne nette :	Epargne brute :	Epargne nette :	Epargne brute :	Epargne nette :
2 120 747,82	1 955 386,97	3 530 500	2 561 190	7 389 597 €	3 640 983 €
Ratios désendettement		Ratios désendettement		Ratios désendettement	
3,40		4,83		7,95	

Les autres indicateurs sont inclus dans les prospectives jointes. L'évolution des dépenses, les épargnes nettes et brutes à venir, les investissements, les subventions et les emprunts.

C. Les tarifs

Les tarifs concernés sont ceux de l'eau potable, l'assainissement collectif, l'assainissement non collectif, la fourniture d'eau brute et le bordereau des prix.

Une importante réflexion financière a été initiée début 2017 qui a permis d'aboutir à un tarif unique en 2022.

Les élus, forts de valoriser l'égalité de service quelle que soit la commune d'intervention, ont mis en avant le principe de solidarité notamment au niveau de la réalisation du programme d'investissement de Réseau 31. La proposition de tarif unique a trouvé son point d'équilibre entre les trois éléments suivants :

- Ne pas faire subir de hausses trop importantes aux usagers et aux Syndicats adhérents et être attractif pour de nouvelles adhésions
- Avoir un niveau d'investissement permettant un programme d'opérations de travaux conséquent
- Maintenir la masse salariale à un niveau calibré sur les interventions en régie et non en sous-traitance avec une qualité de service constante

Cette étude a été réalisée en dehors des transferts partiels pour lesquels Réseau31 n'a pas la maîtrise des tarifs. Ces collectivités décident et financent les travaux en fonction de leur propre budget et en conséquence de leur tarif.

Les tarifs 2025, sont les suivants. Une modification du tarif unique cible, décidé en 2017, a permis de diminuer la part fixe. Comme détaillé ci-dessous (paragraphe dette), l'inflation se stabilise cette année autour de 2 %. L'estimation ci-dessous est présentée à partir d'une augmentation des tarifs de 2% afin d'établir le débat sur cette base. Les commissions territoriales pourront émettre leur avis avant le vote des tarifs et du budget en décembre.

Comme précisé ci-dessus, l'inflation devrait s'établir autour de 1%.

Eau potable

Tarif unique abonnés	TARIFS 2026			
	Part fixe	Part variable	Facture 120 m ³	Prix moyen du m ³ distribué
Tarif unique	72,87 €	1,49 €	251,89 €	2,10 €
Fontaines	51,81 €	- €	51,81 €	0,43 €
Abonnements agricoles (zone de montagne)	95,50 €	0,30 €	131,45 €	1,10 €
Abonnés sans compteurs	187,25 €	- €	187,25 €	1,56 €
Contre-valeur Redevance prélèvement en milieu		0,07 €	8,40 €	0,07 €

Assainissement

	TARIFS 2026			
	Part fixe	Part variable	Facture 120 m ³	Prix moyen du m ³
Tarif unique	72,87 €	1,52 €	255,67 €	2,13 €
Tarif sans compteur	176,66 €	- €	176,66 €	1,47 €

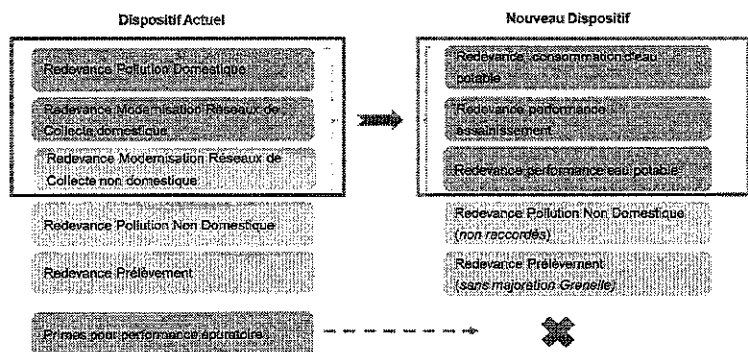
L'enjeu pour 2026 est de déterminer le tarif permettant de conserver un niveau d'autofinancement confortable pour poursuivre le PPI

A cela, s'ajoute la baisse des constructions et de fait la baisse des recettes de PFAC pour l'assainissement.

Modification des redevances de l'Agence de l'eau Adour Garonne

Les Agences de l'eau, pour répondre à une orientation nationale de renforcer le caractère incitatif des redevances, sont en train de modifier le régime des redevances. Dans le cadre du Comité consultatif sur le prix et la qualité des services publics d'eau et d'assainissement (CCPQSPEA), et conformément à une réforme introduite par la loi de finances 2024, elles revolent entièrement les dispositifs de redevance à compter du 1^{er} janvier 2025. Une première étape a été mise en œuvre en 2025. La suivante consistera à intégrer la performance des résultats eau et assainissement pour ajuster la redevance, à voter, de 2026. A ce jour, les déclarations Sispea n'ont pas toutes été saisies, aussi les éléments concrets seront apportés en commissions territoriales avant le vote du BP, en décembre.

Pour rappel, voici le dispositif mis en place en 2025.



D. Les amortissements

Depuis l'exercice 2014, le travail de rattrapage des amortissements a été initié et bien avancé. Ce travail s'effectue de concert entre le comptable et l'ordonnateur. Ce travail de rattrapage s'est intensifié depuis l'exercice 2017, et a été abouti en fin 2022 avec l'intégration de 101 PV (56 PV sur le budget assainissement collectif et 45 PV sur le budget Eau potable). En effet, la DGFiP nous a communiqué une grande partie des actifs des adhérents restants afin que le SMEA31 puisse effectuer l'intégration de ces actifs et une partie des rattrapages des amortissements sur l'exercice 2022 et suivants.

L'objectif de rattrapage des chapitres 20 et 23, pour les investissements de Réseau31 est atteint, nous traitons les affaires courantes depuis 2022.

En ce qui concerne les rattrapages des amortissements des différents adhérents, ceux-ci ont été intégrés dans le logiciel des immobilisations par le fournisseur à partir d'un fichier normé. Le rattrapage des annuités d'amortissement des adhérents concernés, a commencé en fin d'année 2022.

Le prix de l'eau et de l'assainissement doit couvrir les dépenses de fonctionnement, qui comprennent l'annuité de la dette ainsi que l'annuité de la dotation aux amortissements.

E. La dette

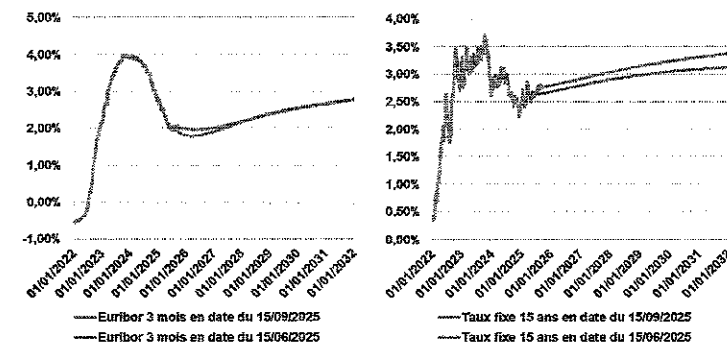
A ce jour, les budgets Eau, Assainissement, budget principal et microcentrale ont des emprunts pour les importants travaux structurants réalisés. Ces emprunts ont été contractés soit par la collectivité adhérente, soit par Réseau31 dans le cadre de nouvelles opérations. En 2019 et 2020, les demandes d'emprunts ont fait l'objet de dossiers déposés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) au titre des enveloppes sur fonds d'épargne pour la période de 2013 à 2017. Ces prêts peuvent être consentis sur des durées exceptionnelles (40 ans pour une station d'épuration) à des taux indexés sur le livret A + 0,75 point (soit 1,25 %). Aujourd'hui avec l'augmentation du taux du livret A, l'adhésion à l'AFL, et la hausse des taux, la tendance va plus vers une consultation générale pour chaque budget.

Un point de marché, analysé par notre conseiller Finance active :

- Le sommet de Tianjin remet en cause l'ordre mondial
- La Deal US/UE : quelles conséquences
- La chute du dollar et l'envolée de la dette américaine
- La révolution du secteur de l'IA
- Les prix du pétrole et du gaz naturel en baisse ; le prix de l'or atteint des sommets alors que le prix de l'alimentation baisse
- La France et l'endettement, ainsi que l'instabilité politique

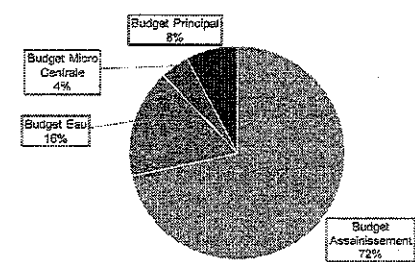
Comme précisé dans l'introduction, l'évolution de l'inflation projetée par l'Insee a un impact sur le coût de l'emprunt :

Anticipation des taux courts et longs :

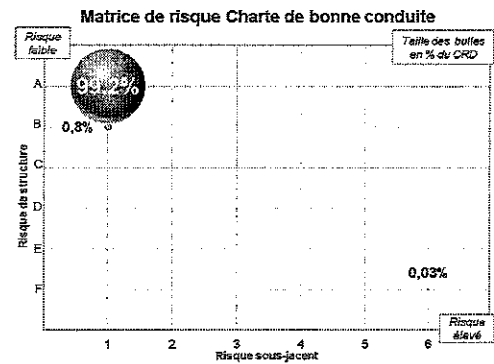


- A partir de 2022, la hausse des taux constatée découle principalement d'un changement de politique monétaire de la Banque Centrale Européenne qui s'avère plus restrictive dans un objectif de réduction du niveau de l'inflation.
- La BCE a maintenu ses taux d'intérêt à 2% (le 11/09/25), estimant que l'inflation se situe autour de son objectif de 2% à moyen terme.
- La croissance de la zone euro devrait atteindre 1.2% en 2025, mais retomber à 1% en 2026, affectée par les droits de douane américains.

Dette totale : Répartition par budget pour Réseau31 :



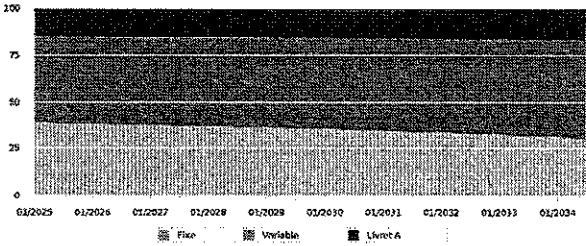
Dette totale : Charte de bonne conduite



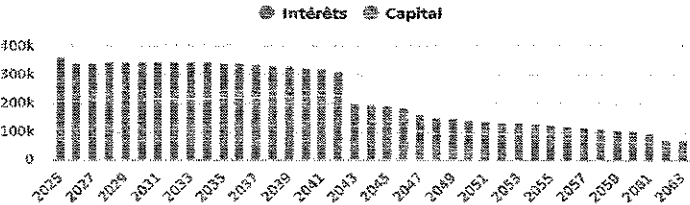
➤ Budget principal

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (TMA Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
5 801 901 €	2,40%	30 ans	15 ans et 4 mois	6

Évolution du risque de taux hors swap



Profil d'amortissement :

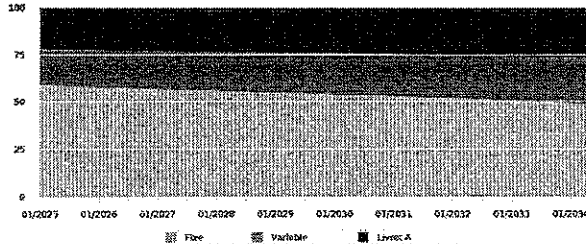


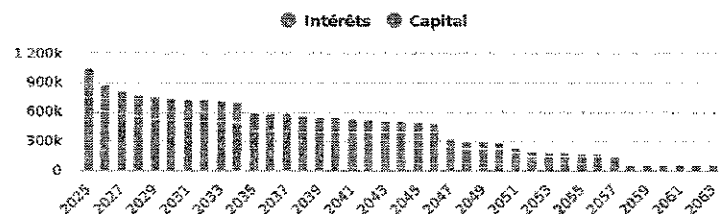
Hors nouveaux emprunts, la dette sera à moitié remboursée en 2041, et la totalité de la dette sera éteinte en 2063.

➤ Budget eau potable

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (TMA Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
12 377 528 €	2,78%	25 ans et 11 mois	13 ans et 4 mois	27

Évolution du risque de taux hors swap

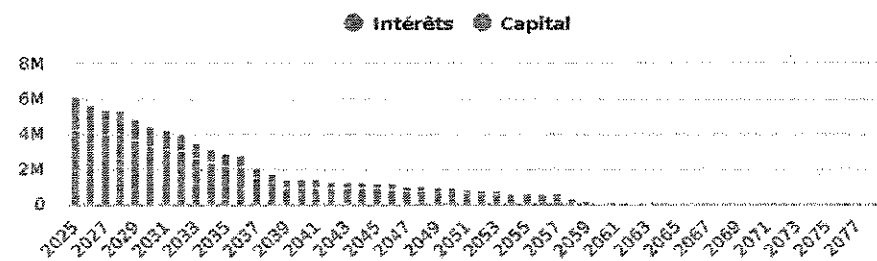
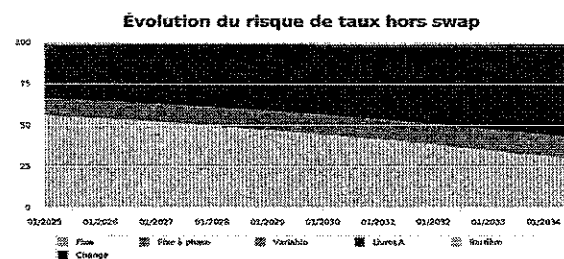




Hors nouveaux emprunts, la dette sera à moitié remboursée en 2046, et la totalité de la dette sera éteinte en 2063.

➤ Budget assainissement

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (TA) (12.4 Annuels)	Durée de vie résiduelle	Durée d'amortissement	Nombre de clients
53 751 182 €	3,38%	19 ans et 11 mois	10 ans et 5 mois	217

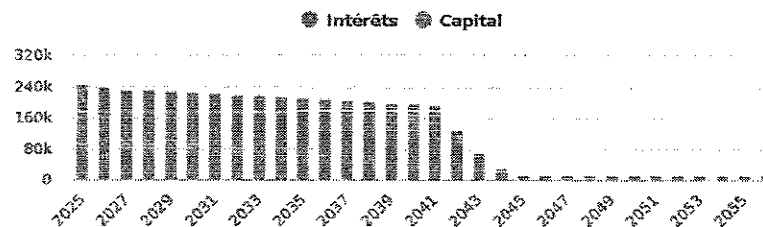
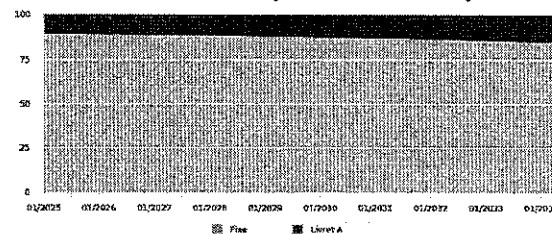


Hors nouveaux emprunts, la dette sera à moitié remboursée en 2037, et la totalité de la dette sera éteinte en 2078.

➤ Budget microcentrale

Coût d'investissement (€2025)	Taux d'intérêt (TA) (Annuels)	Coût de la vie résiduelle	Durée de vie résiduelle	Nombre de clients
3 229 509 €	2,10%	18 ans et 5 mois	9 ans et 6 mois	5

Évolution du risque de taux hors swap



Hors nouveaux emprunts, la dette sera à moitié remboursée en 2041, et la totalité de la dette sera éteinte en 2056.

La stratégie pour 2026 :

Le taux moyen de la dette à taux fixe (y compris les taux fixes à phases) est inférieur au taux d'un emprunt d'une durée de 15 ans (3.65% avec une marge de 1%, dans les conditions de marché du 16/09/2025). Optimisation de la dette à taux fixe : les emprunts identifiés sont à taux fixe. Leurs taux sont supérieurs à ce que l'on pourrait obtenir lors de nouveaux financements sur les mêmes durées. Leurs indemnités, en cas de remboursement anticipé, sont relativement faibles. L'économie totale qui pourrait être générée par ces opérations est estimée à 150k€ sur la durée résiduelle des emprunts.

F. Le développement des énergies renouvelables

En 2026, Réseau31 poursuit le développement des énergies renouvelables sur son patrimoine en complément des économies engagées. Cette démarche s'inscrit une stratégie climat énergie votée en 2023 (consommations énergétiques, émissions de gaz à effet de serre, production d'énergie renouvelable). Elle sera déployée en 2026 dans le cadre du marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration de la stratégie et du plan d'action énergie-climat de Réseau31.

Elle permettra de se donner des objectifs et un cadre d'action pour les 5 années à venir et notamment en terme de développement des énergies renouvelables.

Actuellement, 2 axes sont développés :

- L'hydroélectricité

La centrale du Bourgain, mise en service en juin 2024, a atteint son rythme de fonctionnement en 2025.

Les travaux de la centrale de Jouanes sur la commune du Fousseret se poursuivent, pour un objectif de mise en fonctionnement mi-mars 2026. Cette centrale sera la 3ème du plan de développement de l'hydroélectricité du canal St Martory.

Le contentieux avec Hydroexploitations sur l'occupation du canal de St Martory sans droit ni titre pour produire de l'électricité pourrait aboutir fin 2025 début 2026 et permettre à Réseau31 de récupérer les recettes induites perçues par cet opérateur privé à Mondavezan et à Labastidette.

- Le photovoltaïque

L'électricité photovoltaïque a été identifiée comme une opportunité forte pour développer l'autoconsommation. Une quarantaine de sites ont été identifiés pour accueillir des centrales. Leur équipement au fil du temps permettrait de produire près de 7GW/h soit près de 30% de la consommation électrique des ouvrages de RESEAU31. En phase avec l'évolution de la revente d'énergie photovoltaïque, l'autoconsommation est le mode de production favorisé par Réseau31.

2 sites ont été équipés en 2024. Réseau31 a entamé les études pour l'équipement de 4 sites supplémentaires.

La stratégie « énergie climat » qui sera définie en 2025, viendra affiner les objectifs sur les 3 axes suivants :

- Les consommations énergétiques,
- Les émissions de gaz à effet de serre ;
- La production d'énergie renouvelable

La politique qui en résultera viendra orienter le développement des énergies renouvelables sur les prochaines années.

G. Les achats

Bilan 2025 :

- Une activité Achats et Marchés publics importante et d'ampleur toujours soutenue, pour les membres de la CAO et le service
- Près de 156 marchés traités en 2025 dont 13,9 M€HT de marchés de travaux notifiés dans l'année 2025
- Et au 13/09/2025, 10 marchés notifiés dont : 6,6 M€HT de marchés de travaux
- Aucun contentieux depuis 2019
- Une évolution de prix globalement contenue, pour les marchés notifiés en 2025 :
- Les marchés de travaux notifiés en 2025 estimés à 7 211 918 € HT ont été attribués à 6 583 214 € HT (- 8,72%).
- La rédaction de DEQ fournitures et services reflétant au plus près nos commandes réelles afin de pouvoir surveiller l'évolution des tarifs
- La rédaction d'un guide Prescripteurs afin de les aider à mieux commander

Projets pour 2026 :

Le service avec les élus de la Commission d'Appel d'Offres présidée par Monsieur Rémi RAMOND continue à travailler l'optimisation des achats en gérant au plus près :

- les besoins de la collectivité,
- Par l'amélioration des cahiers des charges des marchés par un travail collaboratif entre Services et Centres
- L'étude de l'évolution des prix des nouveaux marchés par rapport à ceux des marchés précédents
- Mais aussi, les problèmes liés à l'inflation,
- Par la rédaction de formules de révision permettant moins de fluctuation dans les prix sur la durée du marché
- Par le renouvellement annuel des marchés dont les prix sont inflationnistes
- Par une révision trimestrielle des prix des marchés dont les prix sont fluctuants
- En continuant en parallèle à :
- Intégrer la notion de développement durable dans nos marchés,
- Optimiser les dispositifs de réservation aux entreprises inclusives (par le biais de marchés réservés)
- Et en gardant l'objectif de réaliser une charte Achats propre à Réseau31

2. POURSUITE DES INVESTISSEMENTS PLURIANNUELS

Entre 2018 et 2021, les schémas d'eau et d'assainissement ont été présentés à l'ensemble des élus en Commissions Territoriales afin d'en extraire une hiérarchisation des opérations à réaliser à l'échelle des Communes, des CT et ensuite du périmètre de Réseau31. Il en résulte des projets de PPI. Toutefois, l'équilibre du fonctionnement mais surtout l'évolution des projets modifie les sommes initialement prévues pour chaque opération. Certaines ont été relancées, d'autres accusent une forte augmentation qui en moyenne représente + 12% sur l'ensemble des opérations. En conséquence, des hypothèses sont étudiées pour décaler la fin du PPI et de fait les opérations prévues sur 2026 pourraient être décalées d'un an ou deux. Ainsi, la réalisation de ces PPI renvoi à l'équilibre :

- De la section de fonctionnement
- Du coût des opérations : depuis 2024 évolution des indices des coûts de la construction :
Ce qui entraîne une plus-value des coûts des opérations de 2.33 M€ HT.
- Du coût des emprunts qui viennent charger le fonctionnement de manière conséquente

A. Les perspectives financières

Les investissements intégrés dans la prospective initialement prévus étaient financés par 30 % de subventions (en moyenne) et 50 à 70 % d'emprunts. Or aujourd'hui, on constate un recul des partenaires institutionnels qui baisse le taux de subvention à 20%, ce qui va engendrer un financement par l'emprunt plus important alors que les taux sont élevés. La politique de l'emprunt est abordée ci-dessus. Il est à noter que les emprunts sont affectés à chaque opération, il ne s'agit pas d'emprunts globalisés « d'équilibre ». Lorsque les subventions sont supérieures, cela libère des marges de manœuvre pour ajouter de nouvelles opérations. De fait, la prospective est en évolution permanente au gré des décisions et des choix d'investissements. Ce pilotage par la prospective et un plan pluriannuel d'investissement s'inscrit totalement dans une nouvelle gouvernance qui implique les élus des territoires. Les hypothèses de travail sont basées sur les éléments décrits dans ce document, avec un montant constant des charges générales, une augmentation de l'ordre de 2% des recettes et des emprunts dont les taux ont doublé en 2025.

A. La liste des actions qui verront le jour en 2025

En assainissement

Ce sont près de 15 stations d'épurations qui seront en chantier ou mises en service et 13 en étude. 3 sites seront équipés de centrales photovoltaïques.

CT01	DAUX	Extension de réseau Régraffe	Travaux
CT01	GRENADE	Extension de réseau rue Pérignon	Fin opération
CT01	LEVIGNAC	Travaux de remise en état de la station	Travaux
CT01	MERENVIELLE	Création d'un réseau de collecte et de transfert	Travaux
CT01	MONTAIGUT/SAVE	Raccordement à St Paul sur Save	Travaux
CT01	SAINT CEZERT	Création d'une station d'épuration	Etudes/Consultation
CT01	SAINT CEZERT	Création des réseaux de collecte et de transfert	Etudes/Consultation
CT01	MERVILLE	Création d'un réseau de transfert Duros-village	Etudes/Consultation
CT02	CASTELNAU D'ESTRET.	AP67201510 Délestage rues de Boulbènes et Gare	Travaux
CT02	LABASTIDE ST SERNIN	Réhabilitation du PR Matrimonis	Travaux
CT02	CASTELNAU D'ESTRETEF.	Panneaux photovoltaïques STEP	Etudes
CT03	VILLEMUR	Extension / Mise en séparatif réseau rue de la briqueterie	Consultation - Début travaux
CT04	GEMIL	Construction d'une nouvelle station d'épuration	Etudes
CT04	PAULHAC	Construction d'une nouvelle station d'épuration	Début travaux
CT04	PAULHAC	Création d'un réseau de transfert vers la nouvelle station	Début travaux
CT06	FONSORRES	Renforcement du secteur dit des Capeliers (Bourdettes)	Etudes
CT06	PLAISANCE DU TOUCH	Extension de la station d'épuration	Travaux
CT06	SAINT LYS	Extension de la station d'épuration	Consultation - Début travaux
CT06	LEGUEVIN	Chemisage ou renforcement du réseau route de Bayonne	
CT07	LE FOUSSERET	Construction d'une station d'épuration	Etudes
CT07	BERAT	Extension de la station d'épuration	Etudes
CT9	REVEL	Renouvellement de réseau prog 2026	Travaux
CT9	VILLEFRANCHE DE L.	Pose d'une centrale photovoltaïque au sol à la station d'épuration	Travaux
CT9	Vallègue	Extension de la station d'épuration du lac Tr1	Etudes
CT9	Vallègue	Transformation de la STEP Biodisques en PR (Tr2)	Etudes
CT9	REVEL	Pose d'une centrale photovoltaïque sur la station d'épuration	Travaux
CT9	GRAGNAGUE	Extension de la station d'épuration	Solde
CT9	GRAGNAGUE	Extension du réseau RD45 et route de Degrés (Tr1)	Travaux
CT9	GRAGNAGUE	Extension du réseau RD45 et route de Degrés (Tr2)	Etudes
CT9	GRAGNAGUE	Mise en place d'une centrale Photovoltaïque sur la STEP	Travaux
CT9	VERFEIL	Reconstruction et extension de la station d'épuration	Etudes
CT9	VERFEIL	Raccordement du SDIS	Travaux
CT9	VILLEFRANCHE DE L.	Construction plateforme de dépotage matières minérales step	Travaux
CT9	FOLCARDE	Création d'une station d'épuration	Solde
CT9	MOUVILLES-HAUTES	Création de la station d'épuration	Travaux
CT9	MOUVILLES-HAUTES	Création du réseau de collecte	Travaux
CT9	Caraman	Création 2ème station d'épuration 950 EH	Travaux
CT9	Loubens-Lauragais	Création STEP 350 EH	Travaux
CT9	Loubens-Lauragais	Création Réseau EU Tranche 1	Travaux
CT9	Loubens-Lauragais	Création Réseau EU Tranche 2	Etudes
CT9	Mauremont	Création STEP 300EH	Consultation - Travaux
CT9	Mauremont	Création Réseau EU Tranche 1	Consultation - Travaux
CT11	Saint-Léon	Création système d'assainissement hameau des Caussidières	Travaux
CT11	Calmont	Création système d'assainissement hameau de fortanié	Consultation - Travaux
CT11	Nailloux	Réhabilitation de réseau divers points (Cf. Protocole montant total 280 000 €)	Travaux
CT11	GARDOUCH	Construction d'une station d'épuration	Consultation

CT11	Beauteville	Création d'une station d'épuration	Solde
CT11	CCBA	Auterive - Reconstruction et extension de la station d'épuration	Solde
CT11	CCBA	Auterive - Mise en séparatif du réseau unitaire Quilla tranche 2	Consultation - Travaux
CT11	CCBA	Cintegabelle - Création système assainissement hameau Fantou	Travaux
CT11	CCBA	Miremont - Extension de réseau EU route de Lagardelle	Travaux
CT11	CCBA	Gaillac-Toulza - Reconstruction de la station d'épuration	Etudes
CT11	CCBA	Beaumont s/Lèze - Création step secteur A et réseau tranche 1	Etudes
CT12	CARBONNE	Turbines aération STEP Carbonne	Travaux
CT12	CAZERES	Dégrilleur entrée station	Travaux
CT12	CAZERES	Télégestions postes de pompage	Travaux
CT12	MAURAN	Création d'un système d'assainissement	Etudes
CT14	ASPET	Rue Bouery	Travaux
CT14	LESTELLE DE ST MARTORY	Création réseau EU-EP et reprise branchements AEP rue du Fond de la Côte (Urb Mairie)	Etudes
CT14	SAINT GAUDENS	Diagnostic permanent	Etudes
CT14	SALES DU SALAT	Renouvellement de réseau avenue de la Fontaine Salée	Etudes
CT14	SALES DU SALAT	Réhabilitation PR du bout du pont	Etudes
CT14	ST BERTRAND DE CGES	Réaménagement centre bourg	Etudes
CT14	SOUICH	Construction d'une station d'épuration et du réseau de transfert	Travaux
CT14	SOUICH	Construction du réseau de collecte	Travaux
CT15	BOURG D'OUEIL	Création d'une station d'épuration et son réseau transfert	Etudes
CT15	CAZEAUX DE LARBOUST	Réhabilitation Réseau T3	Travaux
CT15	SAINT AVENTIN	Création du réseau dans le village	Etudes/Travaux
CT15	SAINT AVENTIN	Création du réseau de refoulement vers Castillon de Larboust	Etudes/Travaux
CT15	SAINT BEAT	Construction d'une step et réseau de transfert route de Marignac	Etudes/Travaux
CT15	SAINT BEAT	Réseau de collecte Tr 1	Etudes/Travaux
CT15	GOUAUX DE LARBOUST	Requalification et optimisation de la station d'épuration	Etudes/Travaux
Mult CT	RESEAU31	Création d'une aire de dépotage minérale à la station de Villefranche de L.	Travaux

En eau potable

Ce sont 5 réservoirs qui seront en construction ou mis en service, 4 réservoirs réhabilités, 5 captages réhabilités et 3 désinfections créées. En 2026, seront réalisés ou mis en service plusieurs kilomètres de réseau d'eau potable sur tout le territoire de RESEAU31.

CT01	SIEVGHSCC	Lévigac-remplacement de la conduite d'alimentation du réservoir	Travaux
CT01	SIEVGHSCC	Lévigac - doublement et augmentation pompage	Travaux
CT01	SIEVGHSCC	Lasserre - rénovation du réservoir du haut et réservoir du bas	Travaux
CT01	GRENADE	Réfection de réseau rue Pérignon	Travaux
CT01	GRENADE	Réfection de réseau rue des Pyrénées	Travaux
CT02	FRONTON	Réhabilitation du réservoir du Terme	Consultation
CT02	SIEVGHSCC	Conduite de transport entre la bache de Villeneuve et le réservoir de Vacquiers	Travaux
CT02	SIEVGHSCC	Dévolement canalisation Saint Sauveur pour projet SNCF	
CT02	SIEVGHSCC	Réhabilitation de la bache semi enterrée de Saint-Sauveur	Etudes
CT06	LA SALVETAT ST G./PLAISANCE DU T.	Renforcement de la capacité de stockage des deux communes à 3 700 m3 (autonomie 12h)	Etudes/ Consultation
CT06	PLAISANCE DU TOUCH	Renforcement de la rue des Mésanges (tranche 2)	Fin opération
CT06	LEGUEVIN	Renforcement chemin Cazalas	Travaux
CT08	VENERQUE	Renforcement et renouvellement de réseau en sortie du réservoir du village	Travaux
CT09	Revel	Renouvellement de réseau année 2026	Travaux
CT09	VERFEIL	Création du réservoir de Saint-Jean	Etudes



CT09	GRAGNAGUE	Renforcement de réseau Château Degres	Travaux
CT09	CC Terres de Lauragais	Le Cabanial - Réhabilitation du réservoir	Travaux
CT09	Mourville-Hautes	Renouvellement du réseau AEP au centre-bourg	Travaux
CT09	Mourville-Hautes	Renouvellement du réseau route de Folcarde	Travaux
CT09	CC Terres de Lauragais	Folcarde - Etude alimentation HP du château d'eau avec bascule de charge	Etude
CT09	CC Terres de Lauragais	Montgallard Lauragais - Réhabilitation du réservoir	Etudes
CT09	CC Terres de Lauragais	Folcarde - Réhabilitation du réservoir	Travaux
CT09	CC Terres de Lauragais	Mauremont - Renouvellement du réseau AEP Centre bourg	Consultation - Travaux
CT09	CC Terres de Lauragais	Trebons-sur-la-Grasse - Renouvellement du réseau AEP Centre bourg	??
CT09	CC Terres de Lauragais	AVIGNONNET - Renouvellement réseau AEP Chemin de Fontvieille	Travaux
CT09	CC Terres de Lauragais	Villenouvelle - renouvellement du réseau rue des Ecoles	Travaux
CT09	VERFEIL	Route de Saint Pierre RD77d	Travaux
CT09	SAINT PIERRE	Route de l'Autant RD77d	Travaux
CT09	CC Terres de Lauragais	LANTA-Hameau Saint Anatoly RD77	Travaux
CT09	CC Terres de Lauragais	Réhabilitation Réseau HP entre ODARS et FOURQUEVAUX	Travaux
CD31	CD31	PSE - Déplacement des armoires électriques et mise en place de variateurs	Travaux
CT10	SICOVAL	Rebigue - Construction du réservoir n°2	Travaux
CT10	SICOVAL	Pechbusque - Réhabilitation du réservoir de St Sernin	Travaux
CT10	SICOVAL	Construction du réservoir Castanet 2	Consultation - Travaux
CT10	SICOVAL	Conduite de transport pour l'alimentation des réservoirs Rebigue2 et Castanet 2	Travaux
CT10	SICOVAL	Réservoir BELBERAUD 2	Etudes
CT11	ST LEON	Caussidières - Renouvellement de la conduite (MOU SPEHA)	Travaux
CT11	AUTERIVE	Divers réseaux AEP	Travaux
CT12	RESEAU31	GSA2g - Création de l'antenne vers Lavelanet (hors Entente)	Solde
CT12/14	RESEAU31	GSA3 - Création du Feeder Couladère - Salies du Salat (hors Entente)	Etudes
CT12	CARBONNE	Diagnostic permanent (source SDAEP)	Etudes
CT12	MAURAN	Renouvellement du réseau (commun EU)	Etudes
CT12	PALAMINY	Diagnostic des réservoirs UDI PALAMINY (village cantaloze Moulin Tapiou Montclar)	Etudes
CT14	ASPET	Renouvellement du réseau d'eau potable Rue Bouéry	Travaux
CT14	ASPET	Travaux de sectorisations	Travaux
CT14	ASPET	Quartier Saradère	Etudes
CT14	CHEIN DESSUS	Travaux de protection à la source des Granges	Travaux
CT14	CHEIN DESSUS	Travaux de protection du captage Font de crabere	Travaux
CT14	ESTADENS	Renforcement de l'alimentation Carrère de Lasserre dont CVM - 1ere tranche renouvellement réseau	Etudes
CT14	ESTADENS	Impasse de la Loubère - CVM	Travaux
CT14	LESTELLE DE ST MARTORY	Réhabilitation du réservoir du cimetière	Travaux
CT14	MALVEZIE	Unité de traitement et chloration	Etudes
CT14	MILHAS	Travaux de protection du captage Campas Ougaillou (UDI 722)	Travaux
CT14	MILHAS	Travaux de protection du captage Rossignol	Etudes
CT14	RAZECUEILLE	Interconnexion Mail de Biron - Escabiros	Etudes
CT15	ARGUT DESSOUS	Création d'un réservoir au captage	Etudes
CT15	BOUTX	Pose de compteurs individuels argut-dessus	Travaux
CT15	BOUTX	Argut dessus - Réhabilitation du réservoir	Travaux
CT15	BOUTX	Reprise réseau entre filtre Ger de Boutx et réservoir	Etudes
CT15	CAUBOUS	Réhabilitation du captage des Pommiers	Travaux
CT15	CAZARIL LASPENES	Interconnexion St Paul d'Oueil - Cazarils Laspenes	Etudes
CT15	CIER DE LUCHON	Renouvellement canalisation entre le captage et le réservoir - Pose de compteurs ressources	Etudes

CT15	CIERP GAUD	Rue du pic du Gard remplacement réseau AEP	Travaux
CT15	CIERP GAUD	Raccordement de 11 abonnés haut du village - Chemin du Sarat	Travaux
CT15	CT15	Plan d'action pour la mise à niveau des équipements de désinfection et de surveillance des ouvrages de la CT15	Travaux
CT15	LEGE	Reprise du captage de Cazaux Layrisse	Travaux
CT15	MELLES	Pose de compteurs individuels	Travaux
CT15	MELLES	UDI 539 (Melles Village) - Renouvellement de la conduite entre Peyris et le réservoir du village - Tranche 1	Etudes
CT15	MONTAUBAN DE LUCHON	Raccordement électrique du réservoir	Travaux
CT15	SAINT BEAT - LEZ	Renouvellement de réseau au centre-bourg, en lien avec les travaux assainissement	Travaux
CT15	ST BEAT	Reprise du captage de Labessade	Travaux
CT15	BENQUE DESSUS DESSOUS	Reprise étanchéité captage	Travaux
CT15	POUBEAU	Reprise du captage aval	Travaux

En Eau brute

En 2026 plusieurs chantiers relatifs à l'hydroélectricité seront menés

CT12	CD31	Microcentrale Fousseret - Jouanès	Travaux
CT12	CD31	Microcentrale Mondavezan - Bareilles	Etudes
CT12	CD31	Microcentrale Mondavezan - Lamezan	Etudes
CT07	CD31	Microcentrale Labastidette	

En Eaux pluviales

CT01	GRENADE / GARONNE	Rue Pérignon	Travaux
CT04	BESSIERES	Réparation ouvrage pluvial bord du Tarn	Travaux
CT04	BESSIERES	Création réseau pluvial rue de mirailou	Travaux
CT03	MIREPOIX	Modification réseau pluvial exutoire centre ville	Travaux
CT06	FONSORRES	Rue de la Gare - création bassin tampon	Fin opération
CT09	Saint-Félix-Lauragais	Réhabilitation réseau EP Promenade Nord	Travaux
CT11	CINTEGABELLE	Fantou - Réhabilitation du système de gestion des EP	Travaux
CT12	RIEUX	Travaux EP Chemin Profond réseau et Bassin	Travaux
CT12	RIEUX	Travaux EP SD Plu	Travaux
CT14	ASPET	Renouvellement réseau EP rue Bouéry	Travaux
CT14	SAINT BERTRAND DE CGES	Réaménagement centre bourg	Etudes
CT15	SAINT BEAT	Création Réseau EP sur le tracé réseau EU	Travaux

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
	CA	CFU	BP + DM1 + DM2				
RECETTES							
013 Atténuation de charges	53 464 €	22 627 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €
70 Ventes (hors redevances Agence)	100 497 €	25 462 782 €	26 582 129 €	27 650 610 €	28 203 660 €	28 767 770 €	29 343 150 €
74 Subventions	792 784 €	4 01 163 €	393 322 €	233 379 €	224 253 €	215 920 €	50 181 €
75 Autres produits de gestion courante	2 597 675 €	2 667 643 €	2 433 820 €	2 472 020 €	2 500 300 €	2 539 730 €	2 569 150 €
76 Produits financiers	157 759 €	157 759 €	157 750 €	157 750 €	157 750 €	157 750 €	157 750 €
77 Produits exceptionnels	319 840 €	433 947 €	385 012 €	385 020 €	385 020 €	385 020 €	385 020 €
Total recettes réelles de fonctionnement (r)	4 022 019 €	29 145 939 €	29 969 033 €	30 915 779 €	31 487 983 €	32 083 190 €	32 522 251 €
Opérations d'ordre entre sections	1 281 541 €	1 798 636 €	1 987 776 €	1 987 776 €	1 987 776 €	1 987 776 €	1 987 776 €
TOTAL RECETTES	5 303 560 €	30 944 555 €	31 956 809 €	32 903 555 €	33 475 759 €	34 070 966 €	34 510 027 €

DEPENSES							
011 Charges à caractère général	8 765 930 €	7 935 950 €	10 141 934 €	10 346 400 €	10 555 670 €	10 769 830 €	10 988 980 €
012 Charges de personnel	6 998 853 €	7 598 104 €	8 167 600 €	8 249 280 €	8 331 780 €	8 415 100 €	8 499 260 €
014 Atténuation de recettes (AEAG)	1 708 258 €	1 899 671 €	1 157 113 €	1 168 690 €	1 180 380 €	1 192 190 €	1 204 120 €
65 Autres charges de gestion courante	135 771 €	1 673 378 €	1 391 325 €	1 407 980 €	1 424 890 €	1 442 050 €	1 459 470 €
66 Intérêts de la dette	1 862 699 €	1 971 129 €	2 277 600 €	2 260 636 €	2 382 724 €	2 480 763 €	3 241 717 €
67 Charges exceptionnelles	648 900 €	601 097 €	1 074 580 €	341 528 €	341 528 €	341 528 €	341 528 €
Total dépenses réelles de fonctionnement (d)	20 120 412 €	21 679 329 €	24 210 152 €	23 774 514 €	24 216 972 €	24 641 461 €	25 735 075 €
Opérations d'ordre entre sections	12 940 524 €	7 946 334 €	11 469 119 €	7 197 253 €	7 197 253 €	7 197 253 €	7 197 253 €
TOTAL DEPENSES	33 060 937 €	29 625 663 €	35 679 271 €	30 971 767 €	31 414 225 €	31 838 714 €	32 932 328 €

Epargne de gestion (r-d)	- 14 064 393 €	9 447 110 €	8 568 299 €	9 200 659 €	9 452 493 €	9 723 250 €	9 827 651 €
--------------------------	----------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

TOTAL INTERETS DE LA DETTE (I)	1 862 699 €	1 971 129 €	2 277 600 €	2 260 636 €	2 382 724 €	2 480 763 €	3 241 717 €
---------------------------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------

Epargne brute (r-d+I)	- 12 201 694 €	11 418 239 €	10 845 899 €	11 461 295 €	11 835 217 €	12 202 013 €	13 069 368 €
-----------------------	----------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------

TOTAL REMBOURSEMENT CAPITAL (C)	4 278 687 €	3 748 614 €	4 674 942 €	4 426 165 €	4 531 157 €	4 595 893 €	4 451 740 €
--	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------

Epargne nette (r-d-C)	- 9 785 706 €	5 698 496 €	3 893 357 €	4 774 494 €	4 921 336 €	5 125 357 €	5 375 921 €
-----------------------	---------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT							
10 Dotations - Reserves	237 061 €	298 085 €	1 000 801 €	1 201 739 €	189 253 €	185 226 €	169 373 €
13 Subventions d'équipements	1 392 141 €	1 570 766 €	3 897 021 €	2 700 000 €	2 500 000 €	3 000 000 €	3 000 000 €
16 Emprunts	2 633 983 €	1 751 500 €	8 810 000 €	7 560 000 €	7 000 000 €	8 400 000 €	8 400 000 €
23 Immobilisations en cours	68 498 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
27 Autres immobilisations financières	- €	- €	5 000 €	- €	- €	- €	- €
Total recettes réelles d'investissement	4 331 683 €	3 620 351 €	13 712 822 €	11 461 739 €	9 689 253 €	11 585 226 €	11 569 373 €
023 Virement section d'exploitation	- €	- €	4 280 503 €	- €	- €	- €	- €
040 Opérations d'ordre entre sections	12 281 587 €	7 869 341 €	6 900 700 €	6 900 700 €	6 900 700 €	6 900 700 €	6 900 700 €
041 Opérations patrimoniales	36 692 €	97 484 €	300 000 €	200 000 €	200 001 €	200 001 €	200 002 €
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	16 649 962 €	11 587 175 €	25 194 026 €	18 562 439 €	16 789 954 €	18 685 927 €	18 670 075 €

DEPENSES D'INVESTISSEMENT							
10 Dotations - Reserves	- €	237 308 €	177 385 €	- €	- €	- €	- €
16 Remboursement capital de la dette	4 278 687 €	3 748 614 €	4 674 942 €	4 426 165 €	4 531 157 €	4 595 893 €	4 451 740 €
20 Immobilisations incorporelles	268 007 €	211 282 €	430 083 €	185 000 €	185 000 €	185 000 €	185 000 €
21 Immobilisations corporelles	2 245 330 €	2 193 642 €	3 439 857 €	2 978 385 €	2 978 385 €	2 978 385 €	2 978 385 €
23 Immobilisations en cours	7 910 179 €	10 820 815 €	20 099 511 €	13 500 000 €	12 500 000 €	15 000 000 €	15 000 000 €
27 Autres immobilisations financières	- €	- €	5 534 €	- €	- €	- €	- €
Total dépenses réelles d'investissement	14 702 204 €	17 211 662 €	28 827 312 €	21 089 550 €	20 194 542 €	22 759 278 €	22 615 125 €
041 Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 217 009 €	1 136 813 €	1 987 776 €	1 987 776 €	1 987 776 €	1 987 776 €	1 987 776 €
042 Opérations patrimoniales	36 692 €	97 484 €	300 000 €	200 000 €	200 001 €	200 001 €	200 002 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	15 955 905 €	18 445 959 €	31 115 088 €	23 277 326 €	22 382 319 €	24 947 055 €	24 802 903 €

Hypothèses d'investissement:

St Lys intégré en recette
1,1 M€ de branchements, 500k véhicules
Subventions 20%
Emprunt 70%
Crédits territoires : 400 + M€ autre (véhicules, trx)

Hypothèses de fonctionnement :

PFAC : idem 2025
Recettes abonnés +2%
Electricité achetée de 2025 à 2027

BUDGET EAU POTABLE - Prospective

	Tarif unique	Auterive/Carbonn	Leguevin					
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
	CA	CA	CFU	3P + DM1 + DM2				
RECETTES								
013 Atténuation de charges	846 044 €	1 124 326 €	1 009 704 €	870 000 €	870 000 €	870 000 €	870 000 €	870 000 €
70 Ventes (hors redevances Agence)	17 679 689 €	19 623 993 €	20 818 740 €	23 577 705 €	24 112 050 €	24 264 280 €	24 418 020 €	24 573 320 €
71 Subventions	9 737 €	7 616 €	71 421 €	4 830 €	€	- €	- €	- €
75 Autres produits de gestion courante	6 398 708 €	5 733 626 €	5 215 718 €	4 646 689 €	5 032 100 €	5 032 100 €	5 032 100 €	5 032 100 €
76 Produits financiers	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
77 Produits exceptionnels	239 297 €	237 633 €	167 525 €	182 957 €	1 177 €	1 177 €	1 177 €	1 177 €
78 Reprise sur provision et dépréciation	- €	- €	188 064 €					
Total recettes réelles de fonctionnement (r)	25 173 476 €	26 727 195 €	27 471 171 €	29 282 180 €	30 015 327 €	30 167 557 €	30 321 297 €	30 476 597 €
Opérations d'ordre entre sections	347 518 €	681 688 €	2 985 350 €	1 235 864 €	1 227 000 €	1 227 000 €	1 227 000 €	1 227 000 €
TOTAL RECETTES	25 520 994 €	27 408 883 €	30 456 521 €	30 518 044 €	31 242 327 €	31 394 557 €	31 548 297 €	31 703 597 €

DEPENSES								
011 Charges à caractère général	9 408 307 €	10 191 887 €	11 668 594 €	15 014 008 €	15 383 360 €	15 383 360 €	15 383 360 €	15 383 360 €
012 Charges de personnel	7 419 097 €	7 631 246 €	8 607 984 €	9 189 200 €	9 281 100 €	9 373 920 €	9 467 660 €	9 562 340 €
014 Atténuation de recettes (AEAG)	2 070 494 €	1 727 077 €	2 318 058 €	3 102 225 €	1 675 590 €	1 675 590 €	1 675 590 €	1 675 590 €
65 Autres charges de gestion courante	1 082 085 €	1 761 579 €	257 877 €	481 501 €	257 880 €	257 880 €	257 880 €	257 880 €
66 Intérêts de la dette	234 365 €	254 776 €	420 848 €	467 100 €	762 604 €	915 055 €	1 067 139 €	1 218 135 €
67 Charges exceptionnelles	202 319 €	400 970 €	479 246 €	1 354 959 €	483 824 €	483 824 €	483 824 €	483 824 €
Total dépenses réelles de fonctionnement (d)	20 416 667 €	21 967 535 €	23 752 607 €	29 608 993 €	27 844 358 €	28 089 629 €	28 335 453 €	28 581 129 €
042 Opérations d'ordre entre sections	- 1 000 €	7 326 203 €	3 118 333 €	3 185 625 €	3 185 625 €	3 185 625 €	3 185 625 €	3 185 625 €
TOTAL DEPENSES	20 415 667 €	29 293 738 €	26 870 940 €	32 794 618 €	31 029 982 €	31 275 254 €	31 521 078 €	31 766 754 €

Épargne de gestion (r-d)	4 944 459 €	5 170 156 €	4 191 649 €	1 307 460 €	3 416 220 €	3 475 630 €	3 535 630 €	3 596 250 €
--------------------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

TOTAL INTÉRÊTS DE LA DETTE (I)	219 371 €	254 776 €	420 848 €	467 100 €	762 604 €	915 055 €	1 067 139 €	1 218 135 €
---------------------------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	--------------------	--------------------

Épargne brute (r-d+I)	4 725 088 €	4 915 380 €	3 770 801 €	840 360 €	2 653 616 €	2 560 575 €	2 468 491 €	2 378 115 €
-----------------------	-------------	-------------	-------------	-----------	-------------	-------------	-------------	-------------

TOTAL REMBOURSEMENT CAPITAL (C)	1 099 959 €	931 557 €	969 310 €	1 174 414 €	1 083 098 €	1 089 100 €	1 122 654 €	1 234 205 €
--	--------------------	------------------	------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------

Épargne nette (r-d-C)	3 625 128 €	3 983 823 €	2 801 491 €	- 334 054 €	1 570 519 €	1 471 474 €	1 345 837 €	1 143 910 €
-----------------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT								
10 Dotations - Reserves	3 877 362 €	107 618 €	27 126 €	2 892 770 €	21 050 €	16 043 €	7 673 €	7 224 €
13 Subventions d'équipements	3 241 416 €	2 409 201 €	1 411 786 €	5 321 276 €	2 100 000 €	2 100 000 €	2 100 000 €	2 100 000 €
16 Emprunts	3 736 163 €	2 514 000 €	1 288 000 €	9 356 845 €	4 775 015 €	4 775 015 €	4 775 015 €	4 775 015 €
23 Immobilisations en cours	24 020 €	5 125 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
27 Autres immobilisations financières	- €	- €	- €	5 000 €	- €	- €	- €	- €
Total recettes réelles d'investissement	10 878 962 €	5 035 943 €	2 726 912 €	17 575 891 €	6 896 065 €	6 891 058 €	6 882 688 €	6 882 239 €
021 Virement section d'exploitation	- €	- €	- €	1 407 851 €	- €	- €	- €	- €
4582 Opérations comptes de tiers	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
040 Opérations patrimoniales	315 905 €	15 749 €	59 411 €	200 000 €	167 900 €	167 900 €	167 900 €	167 900 €
041 Dotations aux amortissements	6 131 286 €	7 326 203 €	3 118 333 €	3 991 959 €	3 185 625 €	3 185 625 €	3 185 625 €	3 185 625 €
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	17 326 153 €	12 377 895 €	5 904 656 €	23 175 701 €	10 249 590 €	10 244 583 €	10 236 213 €	10 235 764 €

DEPENSES D'INVESTISSEMENT								
10 Dotations - Reserves	- €	- €	63 113 €	- €	- €	- €	- €	- €
13 Subventions d'équipements	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
16 Remboursement capital de la dette	1 099 959 €	931 557 €	969 310 €	1 174 414 €	1 083 098 €	1 089 100 €	1 122 654 €	1 234 205 €
20-23 Dépenses d'équipements	8 189 034 €	5 439 601 €	10 962 837 €	20 569 235 €	9 156 950 €	9 156 950 €	9 156 950 €	9 156 950 €
27 Autres immobilisations financières	- €	- €	1 388 €	5 052 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €
Total dépenses réelles d'investissement	9 288 993 €	6 371 159 €	11 996 648 €	21 748 701 €	10 270 048 €	10 276 050 €	10 309 604 €	10 421 155 €
040 Opérations d'ordre entre sections	347 518 €	681 688 €	2 985 350 €	1 227 000 €	1 227 000 €	1 227 000 €	1 227 000 €	1 227 000 €
041 Opérations d'ordre entre sections	315 905 €	15 749 €	59 411 €	200 000 €	167 900 €	167 900 €	167 900 €	167 900 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	9 952 416 €	7 068 596 €	15 041 409 €	23 175 701 €	11 664 948 €	11 670 950 €	11 704 504 €	11 816 055 €

↓
Fin du rattrapage
amortiss

Hypothèses d'investissement :
Subventions 20 % des inv
8 M€ par an
Emprunt 70 % de l'autofinancement

A préciser :
Recettes abonnés + projection protocoles
Redevance performance
Masse salariale jusqu'en 2029
Subventions AEAG et CD
Participation Entente GSA

Hypothèses de fonctionnement à compter de 2026
011 identique = excédent de 500k, si 1 % excédent de 80k, si 2% déficit
Recalcul des FP, FG + GVT 1.5 %
Estimation redevance performance à 1,2M€
Electricité achetée de 2025 à 2027 et même coût ensuite
Recettes transferts partiels hors trx
Recettes à compter de 2026 +1%
Vente d'eau SAGE qui diminue de 72k à compter de 2026 chaque année

Envoyé en préfecture le 17/10/2025

Reçu en préfecture le 17/10/2025

Publié le 17/10/2025

ID : 031-200023596-20251016-CS20251016_07-BF

